



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Essonne"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 05/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 21 152 207 654 euros

Nombre d'aides : 8 065 483

Nombre d'entreprises : 1 994 470

Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 5 271 683 931 euros

Nombre d'aides : 1 925 067

Nombre d'entreprises : 416 805

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 292 481 983 euros

Nombre d'aides: 123 762

Nombre d'entreprises : 29 339



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 19/03/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 134 756 912 919 euros

Nombre de prêts : 662 923

Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 50 088 539 792 euros

Nombre de prêts : 140 818

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 969 730 323 euros

Nombre de prêts : 9 774



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 01/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr

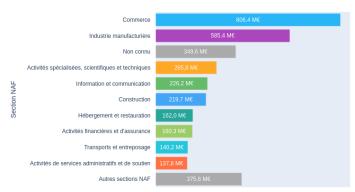


Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 428 972 836 euros

Nombre de reports: 112 538

Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 1 135 774 144 euros

Nombre de reports : 16 400

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 49 340 991 euros

Nombre de reports : 1 391



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 122 457 218 euros

Nombre d'aides: 159 189

Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 11 951 416 euros

Nombre d'aides: 14 934



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Île-de-France

